



Lundi 4 juillet 2016

Vive l'Europe des travailleurs !

Depuis l'annonce des 51,9 % favorables au Brexit (la sortie de l'Union européenne pour la Grande-Bretagne) la panique semblait s'être emparée des médias et des responsables politiques. Aujourd'hui, tout ce cirque semble peu à peu se dégonfler : avant le Brexit, la Grande-Bretagne avait un pied dans l'Union et un pied dehors ; après le Brexit, ce sera... l'inverse ! En effet, hommes d'affaires et gouvernants britanniques et européens se donnent au moins deux ans pour négocier les conditions de cette sortie, c'est-à-dire de nouveaux accords commerciaux. La grande bourgeoisie anglaise et ses financiers de la City sont avant tout préoccupés de conserver leur accès au marché européen, et tout sera fait sur mesure pour qu'ils soient satisfaits.

Le piège du repli national

Ce qui est vraiment préoccupant, c'est le climat nauséabond de repli nationaliste, voire de racisme, qui s'est installé à la faveur de ce vote. C'est uniquement pour concurrencer UKIP, l'extrême droite anglaise, sur son propre terrain, que le Premier ministre Cameron avait choisi d'organiser ce référendum... qui lui est retombé sur le nez. On voudrait nous faire croire, en Grande-Bretagne et ailleurs, que tous les problèmes du monde du travail viennent de l'ouverture des frontières et des immigrés.

C'est la carte que joue aussi Marine Le Pen, quand elle réclame des référendums partout en Europe pour rétablir une prétendue « souveraineté nationale ». But de la manœuvre : camoufler la responsabilité du patronat, qui partout licencie et demande aux gouvernements d'attaquer nos droits.

L'austérité, la précarité et les bas salaires ne sont pas imposés de l'extérieur.

Quand un Mélenchon, qui prétend incarner une « gauche de la gauche », se réjouit du vote britannique en prétendant que les licenciements dans la sidérurgie française seraient la faute au « libre échange » permettant « d'importer de l'acier chinois », ou que la loi El Khomri aurait été dictée à Hollande par Angela Merkel, il cultive les mêmes préjugés.

Valls et Gattaz n'ont pas besoin de l'Europe pour vouloir imposer la loi Travail ! Le gouvernement français est bien plus aux ordres du Medef que de Bruxelles.

Par-delà leurs frontières, unissons-nous !

Ces préjugés sont un poison pour les travailleurs, fait pour nous diviser. En réalité, ce sont partout les

mêmes attaques auxquelles les classes populaires sont confrontées. Avec partout des déclinaisons locales de la loi El Khomri. En Italie depuis un an, le Job Act a instauré un CDI avec période d'essai de... trois ans ! En Angleterre, des CDI garantissant... zéro heure de travail par mois sont parfaitement légaux. En Allemagne, ce sont les « jobs à un euro ». En Belgique, les travailleurs se mobilisent en ce moment contre une loi semblable à la loi Travail. Partout les salariés sont logés à même enseigne, sont dans la même galère. Mais ils représenteraient une force colossale s'ils parvenaient à se rassembler contre leurs exploiters et profiteurs. Par-delà les frontières.

Leur Europe et la nôtre

En construisant une Europe à leur image, uniquement au service de leurs profits, de leur argent qui circule librement, alors que les réfugiés se heurtent à des frontières extérieures renforcées, qui ont transformé la Méditerranée et la Manche en cimetières, gouvernements et patrons européens dégoûtent une partie de la population de l'idée même d'Europe unie. Et ceux qui prétendent que c'est l'abolition des frontières qui permet aux patrons de mettre les travailleurs en concurrence, pour pratiquer un « dumping social », mentent. Au contraire : les patrons profitent du fait que les travailleurs n'ont pas partout les mêmes droits, conditions et salaires.

La véritable manière de se défendre serait de construire une Europe des travailleurs à notre façon, en entrant en lutte, toutes origines confondues. Une Europe qui ne se construira ni par référendum, ni par aucune autre élection, mais par l'unification de nos luttes communes.

Succès des débrayages

Jeudi dernier, sur les 3 équipes, environ 110 salariés de l'usine ont débrayé contre le NCS2 deux heures avant la fin d'équipe et n'ont pas repris le travail. En équipe A et B, des AG ont réuni à chaque fois une cinquantaine de personnes, sous le regard des chefs qui tiraient manifestement la gueule.

En revanche de notre côté, c'étaient plutôt la fierté et la satisfaction qui s'exprimaient ! Le lendemain, tout le monde ne parlait que des débrayages de la veille.

De quoi donner envie de remettre ça !

À Valenciennes aussi...

Le même jour à Valenciennes, 110 ouvriers se sont réunis en AG et ont voté 2h de grève pour le lendemain. La semaine d'avant, ils étaient plusieurs centaines à débrayer et à manifester dans l'usine quatre heures durant. Ces débrayages contre le NCS2 ont impacté Poissy, en H- vendredi 1^{er} juillet suite à la rupture de boîtes de vitesses BE.

La direction de PSA récolte ce qu'elle a semé : notre colère, partout dans le groupe.

NCS1, NCS2, à la poubelle !

... Sans oublier Sevelnord

Le 23 juin, à l'usine PSA de Sevelnord, les allongements d'horaires et les samedis travaillés ont provoqué le ras-le-bol des salariés. Il s'agit d'accords locaux, destinés à imposer plus de flexibilité, qui ont été obtenus à coup de chantage à l'attribution de nouveaux véhicules.

Mais une grève d'une centaine de travailleurs du ferrage a démarré, forçant la direction à réunir un CE extraordinaire et à céder en mettant les allongements d'horaire et les samedis au volontariat.

Les grévistes ont persisté : les allongements et les samedis doivent être purement et simplement supprimés.

NCS2 : la provocation continue

Suite aux débrayages sur différents sites, la direction propose de garder à l'identique le système des compteurs, mais de payer en individuel les 3^e, 6^e, 9^e, 12^e... samedis obligatoires, dont le nombre passerait en plus de 15 à 20 dans l'année.

PSA pense nous calmer avec la promesse de nous payer un samedi sur trois ce qu'on devrait normalement nous payer chaque fois. Ras-le-bol du travail gratuit et des week-ends consacrés aux profits des actionnaires : tous les samedis doivent être au volontariat. Nous voulons bien être payés plus, mais alors ce sont 300 euros d'augmentation générale mensuelle qu'il nous faut sur la feuille de paye.

Ces soi-disant négociations jettent de l'huile sur le feu de notre colère.

Respect pour les droits des intérimaires

À Saint-Ouen, la direction fait n'importe quoi avec les intérimaires. Contrairement à ce qu'elle affirme, ils ne sont nullement prévenus une semaine avant leur fin de mission. Mi-juin en logistique, l'un d'entre eux s'est vu annoncer qu'il était en fin de mission le jour même.

Nous avons bien besoin des intérimaires dans l'usine, étant donné le nombre de postes qui ont été supprimés. Ils savent tenir tous les postes et la direction ne se prive pas de profiter de leur polyvalence.

Ce sont nos collègues, soyons vigilants au respect de leurs droits.

Nuits variables

La direction projette d'imposer ses nuits de flexibilité à outrance dans les sites de Sochaux, Mulhouse et Poissy. PSA Tremery n'est plus mentionné. Il faut dire que là-bas, l'équipe de nuit s'est mise en grève.

Nuit et jour, c'est la direction qu'il faut « neutraliser »

Toujours à Poissy, la direction laisse craindre une « neutralisation de l'équipe de nuit fin 2016 ». Plus obscur tu meurs, mais ça sent la menace à la suppression totale pour faire accepter tous les chantages en nuit : les baisses de salaires et la flexibilité. Seules nos mobilisations feront reculer ces maîtres-chanteurs.

Patron voyou et mauvais perdant

En mars 2012 PSA fermait le site de Moissy-Cramayel, avec 630 ouvriers et salariés sur le carreau qui avaient appris leur sort par voie de presse.

Aujourd'hui seule une trentaine d'entre eux a retrouvé un emploi stable. PSA avait tenté de maquiller les licenciements en rupture à l'amiable. Condamnée en première instance à indemniser les ouvriers, elle n'a pas hésité à faire appel malgré les cacahuètes que représentent pour elle les indemnités allouées (15 000 € en moyenne).

Mercredi dernier une centaine d'entre eux avait fait le déplacement à Paris pour assister au procès en appel. Une bonne occasion d'exiger des indemnités multipliées par 10. Voilà qui leur ferait les pieds.

Remerciements

Nous remercions tous ceux qui ont versé au drapeau rouge pour contribuer à la parution du bulletin *L'Étincelle* PCA Saint-Ouen et nous ont permis de réunir la somme de 43 euros. De quoi faire encore bien des étincelles !

N'hésitez pas non plus à nous faire part de ce que vous voulez dénoncer : ce bulletin est aussi le vôtre !